

Monsieur Gubler revient sur les inégalités par rapport aux soins et cite l'une des plus importantes d'entre elles : la carte sanitaire en psychiatrie. Monsieur le maire rejoint monsieur Gubler sur les propos qu'il a tenus lors de ces échanges. La vision comptable de la santé n'a pas été inventée par ce gouvernement ni par son prédécesseur. Monsieur le maire convient qu'il faut mener une réflexion sur les dépenses publiques,

sur l'utilisation de l'argent public et écarter toute vision comptable de la santé. Monsieur le maire poursuit en développant un exemple : à Aubagne, l'appareil d'I.R.M. attribué par l'Etat ne l'a non pas été à l'hôpital public mais à la clinique privée de la Casamance.

Monsieur le maire indique que le problème de la destruction systématique du service public a

été soulevé par les élus au Congrès des maires de novembre auquel il a pris part. Il cite également celui de l'instauration du service minimum dans les écoles les jours de grève.

Monsieur le maire conclut en précisant que cette délibération s'inscrit dans une démarche nationale de défense des hôpitaux.

Questions diverses

⇒ Monsieur le maire rend compte des derniers jugements de contentieux que la commune a reçus. Il rappelle que parmi les trois mineurs inculpés pour l'incendie des containers et des abris poubelle, deux ont effectué leur réparation pénale.

Madame Malafronte souligne que cela s'est très bien passé.

Quant à l'affaire du lavoir, la commune avait demandé 3886 euros de préjudice. Le mineur a fait appel et le tribunal vient de le condamner à payer 1800 euros jugeant que le montant de la rémunération du personnel qui a procédé au remplacement des barrières avait été surévalué.

⇒ Monsieur le maire aborde le sujet du « service minimum dans les écoles » et rappelle que huit maires de l'Agglo ont pris la décision de ne pas le mettre en place.

Certains maires ont acté cela par délibération et ont été conduits devant les tribunaux, tels le maire de Port St Louis qui vient de gagner face à la Préfecture, son avocat ayant soutenu la thèse que l'école est de la responsabilité de l'Etat et non pas du maire. Monsieur le maire cite également l'exemple de la commune de Brignoles qui a été condamnée à verser 10 000 euros par heure de non organisation du service minimum. Il ajoute que la commune de La Penne vient de délibérer sur ce sujet et risque d'être assignée. Monsieur le maire annonce enfin à son Conseil municipal qu'il ne sera pas appelé à se prononcer sur la question.

⇒ Monsieur Ferri oriente la discussion sur l'adhésion de la commune au parc des Calanques.

Monsieur le maire informe que cette question sera abordée lors du prochain Conseil de décembre. Il indique que dans le dossier qu'il a reçu, il est proposé que Cuges soit intégré au périmètre d'adhésion du parc national des calanques. Gémenos n'y apparaît pas car la zone industrielle ne permet pas une continuité végétale.

Monsieur le maire expose brièvement quelques raisons l'amenant à s'opposer à une telle éventualité :

- logique de massif inexistante avec les calanques mais réelle avec la Sainte Baume,
- risque que les forêts ne poussent plus en raison de l'invasion des cervidés (comme ce fut le cas, à titre d'exemple, au Mercantour).

La vie du conseil municipal



Synthèse de la séance du 4 et de 17 décembre 2008

Nous vous rappelons que l'intégralité du procès-verbal de cette séance est disponible en mairie aux heures d'ouverture habituelles.

Flash délibérations

✓ **Délibération n° 01/12/08 Communauté d'Agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile – Adhésion de la commune de Cadolive.** La commune de Cadolive vient de délibérer en date du 22 novembre dernier pour demander son adhésion à la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile. Le Conseil de la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile a décidé, par délibération du 1^{er} décembre 2008, d'accepter cette adhésion. Le Conseil municipal, conformément à l'article L.5211-18 du Code Général des Collectivités Territoriales est appelé, dans cette délibération, à se prononcer sur cette adhésion. *Délibération adoptée par 22 voix pour et 5 abstentions (Alain Ramel, Bernard Destrost, Catherine Lognos + procuration de Marie-Odile Roux, et France Leroy).*

✓ **Délibération n° 02/12/08 Acomptes de subventions à verser aux associations au titre de l'année 2009.** Comme tous les ans, il est proposé au Conseil d'accepter le versement aux associations d'un acompte sur subvention, en attendant que le budget primitif 2009 soit voté. Cet acompte ne saurait excéder la moitié de la subvention accordée l'année précédente, à savoir en 2008. *Délibération adoptée à l'unanimité.*

✓ **Délibération n° 03/12/08 Acompte de subventions à verser au C.C.A.S. au titre de l'année 2009.** En attendant que le budget primitif 2009 soit voté, il est proposé de verser un acompte au CCAS, pour garantir le bon fonctionnement de la crèche municipale et des autres activités du Centre Communal d'Action Sociale. Le montant de l'acompte ne peut excéder la moitié des sommes versées en 2008. La subvention accordée le 21 janvier 2008 par la délibération n°03/01/08 était de 170 000 euros. Il est proposé de verser un acompte de 85 000 euros. *Délibération adoptée à l'unanimité.*

✓ **Délibération n° 04/12/08 Budget principal 2008 – Décision modificative n° 4.** Il est proposé aux membres du Conseil municipal d'apporter quelques ajustements au budget principal 2008. *Délibération adoptée par 22 voix pour et 5 contre (Bernard Destrost, Marie-Odile Roux, Alain Ramel, Catherine Lognos et France Leroy).*

✓ **Délibérations n° 05/12/08 et n° 06/12/08 Service de l'animation socioculturelle – Organisation de deux stages.** Il convient d'approuver un projet de stage multisports ainsi qu'un projet de stage musical, tous deux proposés par le service de l'animation socioculturelle, destiné aux jeunes de l'« accueil de loisirs jeunes », âgés de 11 à 17 ans. Il convient également de fixer le tarif facturé aux familles, ainsi que le montant de la participation communale. *Délibérations adoptées à l'unanimité.*

✓ **Délibération n° 07/12/08 Avis sur le dossier d'avant-projet pour la création du parc national des calanques.** Par courrier en date du 13 novembre dernier, la commune a été saisie par le Groupement d'Intérêt Public (G.I.P.) des Calanques, dont la mission est de préfigurer le futur parc national des Calanques, en vue de formuler son avis sur l'avant-projet de création du parc. Dans ce dernier, il est proposé que tout le territoire communal soit inclus dans « le périmètre optimal de l'aire d'adhésion ». Le Conseil municipal est amené, dans cette délibération à se prononcer sur le dossier. *Délibération adoptée à l'unanimité.*

✓ **Délibération n° 08/12/08 Révision simplifiée du Plan d'Occupation des Sols en vue de la construction d'une nouvelle école élémentaire – Adoption de la révision.** Le commissaire enquêteur ayant fourni ses conclusions après l'enquête publique relative à la révision simplifiée du P.O.S. en vue de la construction d'une nouvelle école élémentaire, laquelle s'est déroulée du 22 septembre au 20 octobre 2008, et l'I.N.A.O. ayant formulé son avis, il appartient désormais au Conseil municipal d'approuver la révision. *Délibération adoptée à l'unanimité.*



✓ **Délibération n° 07/11/08 Cuges magazine – Vente d’espaces publicitaires.** Pour rendre plus cohérente notre offre en matière d’espaces publicitaires, et afin d’apporter une réponse adaptée à la conjoncture actuelle, en plus des nombreuses sollicitations auxquelles sont soumises nos partenaires dans ce domaine, le Conseil municipal est appelé à se prononcer sur une révision des tarifs des insertions publicitaires parues dans le magazine municipal. *Délibération adoptée à l’unanimité.*

✓ **Délibération n° 08/11/08 Personnel communal – Prime allouée à un assistant de conservation du patrimoine de 1^{ère} classe.** Lors de la séance du 28 février 2008, le Conseil municipal, tenant compte d’une promotion interne, a créé un poste d’assistant de conservation du patrimoine de 1^{ère} classe à temps complet. Il convient à présent d’attribuer à l’agent qui occupe ledit poste le régime indemnitaire correspondant à son grade. *Délibération adoptée à l’unanimité*

✓ **Délibération n° 09/11/08 Comité Communal Feux de Forêt – Demande de subvention au Conseil régional dans le cadre de l’aide au fonctionnement pour l’année 2009.** Cette délibération est proposée dans la perspective de déposer auprès du Conseil régional une demande de subvention sollicitée dans le cadre du dispositif de l’aide au fonctionnement et concerne le remplacement du matériel radio du Comité Communal Feux de Forêts (C.C.F.F.). *Délibération adoptée à l’unanimité.*

✓ **Délibération n° 10/11/08 Budget principal 2008 - Décision modificative.** Il est proposé aux membres du Conseil municipal d’apporter quelques ajustements au budget principal 2008. *Délibération adoptée par 22 voix pour et 5 contre (Marie-Odile Roux, Alain Ramel, Catherine Lognos qui a la procuration de Bernard Destrost et France Leroy)*

✓ **Délibération n° 11/11/08 Révision simplifiée du Plan d’Occupation des Sols aux fins d’implantation d’un parc photovoltaïque – Adoption de la révision.** Le commissaire enquêteur ayant fourni ses conclusions après l’enquête publique relative à la révision simplifiée du P.O.S. aux fins d’implantation d’une centrale photovoltaïque, laquelle s’est déroulée du 22 septembre au 20 octobre 2008, il appartient désormais au Conseil municipal d’approuver la révision. *Délibération adoptée par 22 voix pour et 5 abstentions (Marie-Odile Roux, Alain Ramel, Catherine Lognos + procuration de Bernard Destrost et France Leroy).*

✓ **Délibération n° 12/11/08 Subvention 2008 – Association des Pupilles de l’Enseignement Public.** Lors de la séance du 21 janvier 2008, le Conseil municipal a souhaité soutenir la vie associative en accordant un certain nombre de subventions aux associations locales ou à certaines associations œuvrant dans l’intérêt général. Il convient d’adopter une délibération complémentaire afin de verser également une subvention à l’association des Pupilles de l’Enseignement Public. Le montant proposé est identique au montant versé l’an dernier. *Délibération adoptée à l’unanimité.*

Budget principal 2008 - Décision modificative

Monsieur Gubler indique qu’il s’agit d’une décision modificative qui concerne les charges de personnel. Pour compenser l’augmentation de la rémunération du personnel due aux derniers recrutements et aux différents changements de grade de certains agents de la collectivité, le service financier s’est penché sur les possibilités de diminuer certaines dépenses et notamment celles concernant l’achat des fournitures de bureau, ou de voirie...

Monsieur le maire indique que, même si le budget doit être équilibré, lors du vote du budget primitif, des modifications ultérieures restent possibles. Il

donne l’exemple de l’algéco de l’école maternelle qui n’allait pas être loué toute l’année.

Monsieur le maire ajoute que pour les fournitures de voirie, prochainement il y aura possibilité d’obtenir des subventions pour les travaux en régie.

Monsieur le maire souhaite revenir sur les charges relatives à la rémunération du personnel. Il rappelle que certains agents ont plusieurs années de service derrière eux : aussi bénéficient-ils d’une rémunération plus élevée.

Madame Lognos souhaite obtenir une précision quant à ces

économies : résultent-elles de l’abandon de projets qui ne devaient pas être réalisés ou annulent-elles des engagements qui ne peuvent pas être honorés.

Monsieur Gubler répond que certaines sommes initiales ont été surévaluées et de ce fait sont diminuées ou annulées pour faire certaines économies.

Adoption d’un texte de motion pour la défense de l’Hôpital d’Aubagne

Madame Lognos déclare : *« Nous sommes profondément attachés au principe du droit à la santé pour tous et à un service hospitalier de proximité. Il est vrai que depuis de nombreuses années notre système de santé s’est détérioré, sans que personne, jusqu’à ce jour, ait eu le courage de se pencher sur ce dossier et de le mettre à plat pour chercher des solutions. Toutefois, nous ne pouvons adopter ce texte de motion pour la défense de l’hôpital d’Aubagne tel qu’il est présenté dans cette délibération. Nous ne pouvons nous inscrire dans un projet de motion qui accuse le gouvernement de mettre en place une logique de « casse » du service public alors que dans son plan « Hôpital 2012 », il vient d’attribuer 3,6 millions d’euros à l’hôpital d’Aubagne. Cet investissement destiné à l’extension du service de réanimation de l’hôpital d’Aubagne vient conforter sa position dans l’est du département des Bouches-du-Rhône. Cet engagement de l’Etat est un signe fort pour le soutien de l’hôpital français et un démenti aux restrictions budgétaires par la ministre de la santé. Les élus de l’opposition voteront contre cette délibération. »*

Monsieur Di Ciaccio juge qu’il est contraire à la vérité de dire qu’il n’y a pas de restrictions budgétaires. Il prend comme exemple les difficultés que rencontre la Poste, l’école (13 500 suppressions de poste d’enseignants), sans oublier de citer le transfert des charges vers les collectivités territoriales qui recevront demain des dotations basées sur des critères de rentabilité.

Monsieur Di Ciaccio indique qu’aujourd’hui on assiste à une diminution des financements accordés à l’hôpital public. Les élus de l’Agglo ont engagé un mouvement de soutien de l’Hô-

pital d’Aubagne depuis le début d’année et l’attribution des 3,6 millions d’euros est une première voix d’écoute. Il rappelle que cette motion s’inscrit dans une démarche nationale qui vise à lutter contre la destruction des services publics.

Monsieur Gubler, en qualité d’ancien inspecteur des affaires sociales, a réfléchi de longue date sur les solutions à apporter pour éviter la fermeture de l’hôpital d’Aubagne, et cela sous un gouvernement de gauche.

Monsieur Gubler précise qu’il n’adhère pas aux propos tenus par madame Lognos mais qu’il convient de mettre des bémols aux propos tenus par monsieur Di Ciaccio. La restructuration hospitalière est indispensable pour offrir un service de qualité mais elle doit s’insérer dans un débat de fond.

Madame Bézert se déclare solidaire des propos de monsieur Di Ciaccio tout en reconnaissant que le problème doit être analysé dans un débat de fond. Elle tient à préciser que la restructuration actuelle est draconienne. A titre d’exemple, elle mentionne les difficultés que rencontrent les techniciens de laboratoires pour prendre leur « r.t.t » à quoi il faut ajouter la suppression de 60 de leurs postes. Elle en conclut que des baisses d’effectifs d’une telle ampleur rendent difficile le maintien d’un service de qualité face à une baisse des effectifs.

Monsieur Gubler en convient et rappelle que tout un chacun doit avoir un égal accès aux soins ; car, quelle que soit la teneur idéologique du gouvernement, la restructuration doit s’inscrire dans

une meilleure qualité des soins rendus aux personnes et non dans un souci exclusif d’économie financière.

Monsieur Fasolino insiste sur la nécessité du droit à la santé et à l’accès aux soins pour tous. Il estime dommageable qu’à terme ne soit proposée qu’une offre de soin privée, celle-ci pratiquant souvent des tarifs non conventionnés qui excluent de ce fait un grand nombre de patients.

Monsieur Fasolino précise qu’est en train de se mettre en place une nouvelle vision de la société reposant sur une seule logique comptable, où le système collectif se voit remplacé par le système individuel. Il cite l’exemple des retraites par répartition auxquelles se substituent progressivement les retraites par capitalisation. Le même schéma se retrouve au niveau de la Sécurité sociale dans les déremboursements imposés par l’Etat : ce qui contraint effectivement à recourir de plus en plus à une assurance individuelle.

Monsieur Fasolino conclut en soulignant qu’à l’heure de la crise financière où les pertes du secteur privé sont financées par l’argent public, les profits demeurent, eux, individuels et privatisés.